

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2926

3 décembre 2012

SOMMAIRE

FRS Global S. à r.l.	140402	Hausman Invest S.A.	140421
Garage SCHROEDER S.à r.l.	140403	Hifi International S.A.	140422
Gazprombank Mortgage Funding 1 S.A.	140403	Hines - Moorfield Brindley 100 S.à r.l. ...	140423
GC Extreme S.à r.l.	140420	Hines - Moorfield Brindley 3 S.à r.l.	140423
Generali European Real Estate Invest- ments S.A.	140402	Hines - Moorfield Brindley 4 S.à r.l.	140432
Generali European Real Estate Invest- ments S.A.	140404	Hines - Moorfield Brindley 5 S.à r.l.	140432
Geopartner S.à r.l.	140403	Hines - Moorfield Brindley 6 S.à r.l.	140432
Gerona Holdings S.à r.l.	140414	Hines - Moorfield Brindley 9 S.à r.l.	140436
GLL Office Arsenal S.à r.l.	140419	Hines - Moorfield UK Venture I S.à r.l. ..	140437
GLL Retail Holding Alpha S.à r.l.	140419	Holding Luxco 1 S.à r.l.	140443
GOETHE STUFF s.à r.l.	140421	Holding Luxco 2 S.à r.l.	140404
Go Fast Sports IP Holding	140420	Holding Luxco 3 S.à r.l.	140443
Gold Cut by Nadl S.à r.l.	140420	Holding Luxco 4 S.à r.l.	140443
Grainger Luxembourg Germany (No.2) S.à r.l.	140415	Hôtels et Sports International S.A.	140415
Grainger Luxembourg Germany (No.3) S.à r.l.	140416	HSBC Trinkaus Lingohr	140405
Grainger Luxembourg Germany (No.4) S.à r.l.	140416	Hydro Aluminium Clervaux S.A.	140436
Grainger Luxembourg Germany (No.5) S.à r.l.	140416	IK VII Co-Invest A S.à r.l.	140421
Grainger Luxembourg Germany (No. 6) S.à.r.l.	140414	Infinitec Group S.à r.l.	140447
Grainger Luxembourg Germany (No.7) S.à r.l.	140420	Ingenium Technology SA	140447
Grainger Luxembourg Germany (No.8) S.à r.l.	140420	Interieur Design S.A.	140447
Grandville	140403	International Brands Promotion S.A. ...	140447
Great Pacific Luxembourg S.à r.l.	140414	Ipbox S.A.	140416
GSMP 2006 Onshore S.à r.l.	140404	IVS Group S.A.	140448
GSMP 2006 Onshore S.à r.l.	140421	Jan de Rijk Luxembourg S.à.r.l.	140448
G-Team S. à r. l.	140402	Kantec	140448
		Lingohr	140405
		Luxe Capital Management S.à r.l.	140423
		Lux Pack Holdings	140432
		M&G Real Estate Finance 1 Co	140443
		Normills S.A.	140416
		Normills S.A.	140447
		OC Media Investments S.à r.l.	140437

FRS Global S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.312.875,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 119.285.

—
Extrait des résolutions écrites de l'Associé Unique de la Société prises le 1^{er} novembre 2012

L'Associé Unique de la Société a décidé:

- De révoquer la personne morale: Sermin Consulting sprl, société privée à responsabilité limitée, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises (Belgique) sous le numéro 0832.528.135, représentée par Monsieur Serge MINNE, et ayant son siège social au 36, Twee Leeuwenstraat, B-3078 Kortenberg, Belgique, en qualité de gérant de la Société à compter du 1^{er} novembre 2012.

- De révoquer Monsieur Steve HUSK de son poste de gérant de la Société à compter du 1^{er} novembre 2012.

- De nommer Monsieur Leo Ferdinand Lieven EELEN, né le 30 janvier 1964 à Leuven, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 23, Kleine Kloosterstraat, B-1932 Bruxelles, St. Stevens-Woluwe, Belgique, en qualité de gérant de la Société à compter du 1^{er} novembre 2012 et ce pour une durée indéterminée.

- De nommer Madame Liliane PEETERS, née le 5 janvier 1954 à Uccle, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 23, Kleine Kloosterstraat, B-1932 Bruxelles, St. Stevens-Woluwe, Belgique, en qualité de gérant de la Société à compter du 1^{er} novembre 2012 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vanessa Lorreyte

Le Mandataire

Référence de publication: 2012145085/24.

(120190849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

G-Team S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 164.195.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012145086/10.

(120191453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Generali European Real Estate Investments S.A., Société Anonyme - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.362.

—
EXTRAIT

Monsieur Bernhard Berg a démissionné de ses fonctions d'Administrateur de Catégorie B de la Société avec effet à partir du 31 juillet 2010.

Il résulte des minutes de la réunion du conseil d'administration de la Société en date du 16 décembre 2011 qu'ils sont cooptés en tant qu'Administrateur de Catégorie B de la Société, avec effet immédiat jusqu'à la ratification de leurs nominations par la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société:

- M. Martin Schramm, résidant professionnellement à la Tunisstraße, 19-23, D-50667 Cologne, Allemagne; et

- M. Christian Kückelhaus, résidant professionnellement à la Tunisstraße, 19-23, D-50667 Cologne, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012145089/19.

(120190912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Garage SCHROEDER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 204, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 33.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour Garage Schroeder s.à r.l.

Claude SCHROEDER

Gérant

Référence de publication: 2012145087/13.

(120191287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Gazprombank Mortgage Funding 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 119.638.

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 31 octobre 2012, il a été décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Jorge Pérez Lozano et de Monsieur Andreas Mangrich en tant qu'administrateurs de la Société avec effet immédiat et pour une période arrivant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2012.

Pour la Société

Martinus C.J. Weijermans

Administrateur

Référence de publication: 2012145088/16.

(120190974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grandville, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 167.855.

EXTRAIT

Lors de sa réunion du 3 octobre 2012, le Conseil d'administration de la société anonyme GRANDVILLE a décidé de transférer, avec effet au 1^{er} novembre 2012, le siège social de la société de l'adresse 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à l'adresse 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Pour extrait conforme

GRANDVILLE

Société anonyme

Référence de publication: 2012145114/14.

(120190759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Geopartner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 141, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 94.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012145091/10.

(120191039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Generali European Real Estate Investments S.A., Société Anonyme - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.362.

—
Extrait des minutes de l'assemblée générale des actionnaires (l' "Assemblée") de la Société

Il ressort des décisions de l'Assemblée du 2 octobre 2012:

- que les mandats de M. Philippe Depoux, M. Jean-Marc Pascard et M. Benoît Prat-Stanford, en tant qu'administrateurs de catégorie A de la Société, sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012;
- que les mandats de M. Christian Kückelhaus et M. Martin Schramm, en tant qu'administrateurs de catégorie B de la Société, sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012;
- que les mandats de M. Giancarlo Scotti et M. Giovanni Paviera, en tant qu'administrateurs de catégorie C de la Société, sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012;
- que les mandats de M. Julio Vidal Arean et M. Klaus Edelhauser, en tant qu'administrateurs de catégorie D de la Société, sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012;
- que les mandats de Mme Marylène Alix et M. Marco d'Orazio, en tant qu'administrateurs de catégorie E de la Société, sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012;

et

- que le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012145090/26.

(120191354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

GSMP 2006 Onshore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 113.776.

—
Constituée par-devant Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 janvier 2006, acte publié au Mémorial C no 791.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2012145115/14.

(120190902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Holding Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 148.201.

—
EXTRAIT

Le siège social de la société Holding Luxco 2 Sàrl a été transféré au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 Novembre 2012.

Référence de publication: 2012145126/13.

(120190932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

**Lingohr, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. HSBC Trinkaus Lingohr).**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 8, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 141.002.

Im Jahre zweitausendzwoölf, am dreißigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc LECUIT, mit Amtssitz in Mersch,

SIND:

die Aktionäre zu der ordentlichen Generalversammlung der Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital „HSBC Trinkaus Lingohr“, mit Sitz in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 141.002, zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch unterzeichneten Notar vom 18. August 2008, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2114 vom 1. September 2008.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert zu Folge einer Urkunde des unterzeichneten Notars vom 8. Juli 2011, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2079 vom 7. September 2011.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Marc BOESEN, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

Die Versammlung beruft zum Stimmzähler Herrn Christian WOLFF, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung fest:

Die Einberufungen zu gegenwärtiger Versammlung erfolgten im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2391 vom 26. September 2012 und Nummer 2537 vom 12. Oktober 2012, sowie:

- in der Börsen-Zeitung Nummer 186 vom 26. September 2012 und Nummer 197 vom 12. Oktober 2012;
- im Tageblatt vom 26. September 2012 und vom 12. Oktober 2012;
- im Luxemburger Wort vom 26. September 2012 und vom 12. Oktober 2012.

Die Aktionäre wurden außerdem schriftlich an die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift einberufen, dies wenigstens acht (8) Tage vor der Versammlung.

I. Der Vorsitzende erstellt die Anwesenheitsliste und prüft die unter Privatschrift erteilten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

Die als richtig bestätigte Anwesenheitsliste, sowie die von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar unter Hinzufügung des Zusatzes „ne varietur“ unterzeichneten Vollmachten, bleiben der gegenständlichen Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

II. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Abänderung von Artikel 1 der Satzung:

- Demnach ändert sich der Name der Gesellschaft in „Lingohr“.

2. Abänderung von Artikel 22 der Satzung:

- Demnach wird die jährliche Generalversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts im Großherzogtum Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten.

- Ab dem Jahr 2013 wird die jährliche Generalversammlung grundsätzlich am letzten Dienstag im November um 11.00 Uhr abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

3. Aufgrund der Umsetzung der Richtlinie 2009/65/EG wird die Satzung an das Gesetz vom 17. Dezember 2010 angepasst.

Folgende Änderungen und Aktualisierungen werden in der Satzung vorgenommen:

- Abänderung von Artikel 5, 7, 8, 11, 17, 18, 24 und 25 der Satzung.
- Aktualisierung von Artikel 4, 21, 27 und 32 der Satzung.

4. Verschiedenes.

III. Der/die bevollmächtigte(n) Vertreter der Aktionäre sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

Diese Anwesenheitsliste, welche durch die/den bevollmächtigten Aktionärsvertreter und denammlungsvorstand gezeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt. Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen „ne varietur“ paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigefügt.

IV. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 122.823,549 ausgegebenen Aktien in gegenwärtiger Versammlung 1 vertreten ist.

Die Versammlung stellt fest dass sie rechtsgültig zusammengesetzt und befugt ist, über die verschiedenen Punkte der Tagesordnung zu beschließen, dies da kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist (erste außerordentliche Generalversammlung mit erwähnten Tagesordnungspunkten erfolgte am 12. September 2012 ohne dass das Anwesenheitsquorum erreicht wurde).

Alsdann werden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluß:

Die Generalversammlung beschließt die Änderung des Namens in „Lingohr“ und die daraus folgende Abänderung von Artikel 1 der Satzung wie folgt:

„ **Art. 1. Name.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) unter dem Namen „Lingohr“ (Gesellschaft).“

Zweiter Beschluß:

Die Generalversammlung beschließt:

- dass die jährliche Generalversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts im Großherzogtum Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten wird;
- dass ab dem Jahr 2013 die jährliche Generalversammlung grundsätzlich am letzten Dienstag im November um 11.00 Uhr abgehalten wird. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Die Generalversammlung beschließt die darauf folgende Abänderung von Artikel 22 der Satzung wie folgt:

„ **Art. 22. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber unabhängig von den Anteilklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts im Großherzogtum Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten.

Sie wird grundsätzlich am letzten Dienstag im Oktober um 11.00 Uhr abgehalten. Sollte dieser Tag jedoch auf einen Monatsultimo fallen, wird die Generalversammlung am ersten Dienstag im November abgehalten werden. Ab dem Jahr 2013 wird die jährliche Generalversammlung grundsätzlich am letzten Dienstag im November um 11.00 Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Anteilhaber treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen in dem Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial „Recueil des Sociétés et Associations“, in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Anteilhaber ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Anteilhabern zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Anteilhaber kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche

Vollmacht an eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.“

Dritter Beschluß:

Die Generalversammlung beschließt die Abänderung von Artikel 5, 7, 8, 11, 17, 18, 24 und 25 der Satzung sowie die Aktualisierung von Artikel 4, 21, 27 und 32 der Satzung wie folgt:

„ **Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Anteilklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen.

Die Währung des Kapitals der Gesellschaft ist EUR.

Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt den Betrag in Höhe von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,00 €) belaufen. Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,00) eingeteilt in dreihundertzehn (310) Anteile ohne Nennwert. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt der Zulassung der Gesellschaft erreicht sein.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Anteilklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen, in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portefeuille von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds (Teilfonds) im Sinne des Artikels 181 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jedes Portefeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haftet jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die diesem Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre, im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anteilhaber und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Anteilklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Anteilklassen.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Anteile dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als drei Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

Art. 8. Rücknahme von Anteilen. Jeder Anteilinhaber kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in dem Verkaufsprospekt für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz vom 17. Dezember 2010 und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in dem Verkaufsprospekt für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß der Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilinhaber in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilinhabers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anteilinhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anteilinhaber aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anteilinhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Art. 11. Berechnung des Anteilwertes. Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in dem Verkaufsprospekt) berechnet und ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilinhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten

- (1) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (2) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- (3) alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (4) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (5) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (6) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;

(7) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Die Netto-Fondsvermögen der Teilfonds werden nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Die in einem Teilfonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.

d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Abschnitt „4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen“, Punkt „G. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik“ des Verkaufsprospektes) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Alle auf eine andere Währung als die betreffende Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die betreffende Teilfondswährung umgerechnet.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Gesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Gesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mussten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domiziliar-, Register- und Transferstelle, Gebühr für die Verwaltungsgesellschaft, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, wesentliche Anlegerinformationen (Key Investor Information Document «KIID»), Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anteilhaber, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anteilhaber oder sonstiger Gebühren und/oder (v) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vi) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten haftet, welche diesem Teilfonds zuzuordnen sind, sofern mit einzelnen Gläubigern keine anderweitige Vereinbarung getroffen wurde;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilhaber einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilinhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(1) Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(2) auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(3) alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

(4) sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine Verwaltungsgesellschaft übertragen, wobei diese nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und die Befugnisse hat, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren kann.

Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 benennen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag mit einer anderen Gesellschaft ("Fondsmanager") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung der Verwaltungsgesellschaft für die Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll und welche, im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Innerhalb dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen:

(i) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, welche an einer Börse amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist (Geregelter Markt) innerhalb eines Mitgliedstaates der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) amtlich notiert oder gehandelt werden;

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche an einer Börse oder auf einem sonstigen Geregelten Markt innerhalb Westoder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord-oder Südamerikas oder Afrikas amtlich notiert oder gehandelt werden;

(iii) Neuemissionen, vorausgesetzt, dass die Emissionsbedingungen vorsehen, dass die Zulassung zur amtlichen Notiz an einer Börse oder auf einem Geregelten Markt innerhalb West- oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord- oder Südamerikas oder Afrikas beantragt und innerhalb eines Jahres nach Emission erreicht wird;

(iv) unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung können bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapieren angelegt werden, welche von einem Mitgliedstaat, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD, der G20 Staaten oder von einer internationalen öffentlich-rechtlichen Institution, welcher einer oder mehrere Mitgliedstaaten angehören sowie Singapur, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die Gesellschaft für den Teilfonds, welcher für die entsprechende Anteilklasse bzw. die entsprechenden Anteilklassen aufgelegt wurde, Wertpapiere aus wenigstens sechs verschiedenen Emissionen halten muss und dass ferner die Wertpapiere aus einer Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens dieses Teilfonds repräsentieren dürfen;

(v) Aktien oder Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und dass dann, wenn er mit der Gesellschaft durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, die Anlage in den Aktien oder Anteilen eines solchen OGA nur dann zulässig ist, wenn keine Gebühren oder Kosten im Zusammenhang mit diesem Erwerb anfallen; Bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds, welche nicht durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, kann es zu der Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf der Ebene dieses Zielfonds von max. 2% p.a. kommen. Eine eventuell anfallende Outperformance-Fee bleibt hiervon jedoch unberücksichtigt.

(vi) andere Wertpapiere, Finanzinstrumente oder sonstige Vermögenswerte innerhalb der vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetze und Verordnungen festgesetzten Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in dem Verkaufsprospekt der Anteile der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt (i) Techniken und Instrumente (Derivate), welche Wertpapiere zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens angewandt werden müssen und (ii) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Devisenkursrisiken im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu verwenden.

(vii) Abweichend von der Regelung, dass ein Teilfonds bis zu 10% seines Nettovermögens in anderen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten entsprechend der Anlagegrenzen anlegen kann, ist die Gesellschaft berechtigt, Master-Feeder-OGAW zu handeln, soweit dies in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 steht und unter der Bedingung, dass eine solche Kombination entsprechend der Anlagepolitik für einen Teilfonds, wie im Verkaufsprospekt der Gesellschaft veröffentlicht wurde, gestattet ist.

(viii) Ein Teilfonds der Gesellschaft kann, vorbehaltlich der Bedingungen, des Verkaufsprospektes der Gesellschaft und der Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Wertpapiere zeichnen, erwerben und / oder halten, die von einem oder mehreren Teilfonds der Gesellschaft ausgegeben werden. Dies gilt jedoch nur unter der Bedingung, dass:

- der Zielteilfonds investiert selbst nicht in den Teilfonds, der in diesen Zielteilfonds angelegt wird;
- die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden sollen, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Sondervermögens in Anteilen anderer Zielteilfonds desselben OGA anlegen;
- das eventuell mit den betroffenen Titeln verbundene Stimmrecht wird so lange ausgesetzt, wie sie von dem fraglichen Teilfonds gehalten werden, unbeschadet einer angemessenen Behandlung in der Buchführung und den periodischen Berichten;
- solange diese Titel von dem OGA gehalten werden, wird ihr Wert in jedem Fall nicht für die Berechnung des Nettovermögens des OGA zur Prüfung der gesetzlich vorgeschriebenen Mindestgrenze des Nettovermögens berücksichtigt;

es liegt keine Verdoppelung der Verwaltungs-, Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds des OGA, der in den Zielteilfonds investiert hat, und diesen Zielteilfonds vor.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen. Falls wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen nach Ermessen des Verwaltungsrates diese Entscheidung notwendig machen, kann der Verwaltungsrat beschließen, das Vermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilinhabern den Anteilwert ihrer Anteile an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber dieses anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Anteilwert ohne Kostenbelastung zu verlangen.

Falls wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen nach Ermessen des Verwaltungsrates diese Entscheidung notwendig machen, kann der Verwaltungsrat entscheiden, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen innerhalb der Gesellschaft bestehenden Teilfonds zu übertragen oder in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 oder einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen anderen Organismus für gemeinschaftliche Anlagen („Neuer Teilfonds“) einbringen und die Anteile neu bestimmen. Eine solche Entscheidung wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen von der Gesellschaft im Mémorial und in jeweils einer Tageszeitung eines jeden Landes veröffentlicht, in dem die Anteile öffentlich vertrieben werden, um den Anteilhabern während der Dauer von 30 Tagen zu ermöglichen, den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile oder eine kostenfreie Rücknahme ihrer Anteile zu beantragen. Im Falle einer Fusion mit einem offenen Fonds in der Art eines Sondervermögens (fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für diejenigen Anteilhaber bindend, die der Fusion ihre Zustimmung erteilt haben.

Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Teilfonds. Abweichend zu der Auflösung erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft kontrolliert.

In Einklang mit den Definitionen und Bedingungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 kann jeder Teilfonds entweder als übernehmender oder als übertragender Teilfonds Gegenstand einer Fusion mit anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen OGAW sein, entweder auf nationaler oder grenzübergreifender Ebene. Die Gesellschaft selbst kann ebenfalls, auf nationaler oder grenzüberschreitender Ebene, entweder als übernehmender oder als übertragender OGAW Gegenstand einer Fusion sein.

In allen Fällen entscheidet der Verwaltungsrat der Gesellschaft über das Datum des Wirksamwerdens der Fusion. Soweit eine Fusion der Zustimmung der Anteilhaber gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 verlangt, entscheidet die Generalversammlung der Anteilhaber mit einfacher Mehrheit über das Datum des Inkrafttretens einer solchen Fusion; Quorumserfordernisse bestehen nicht. Lediglich die Zustimmung der Anteilhaber der Teilfonds, die von der Fusion betroffenen sind, ist erforderlich.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. September jeden Jahres und endet am 31. August des darauf folgenden Jahres.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausübung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“).

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

Art. 27. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 17. Dezember 2010 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

Hiermit ist die Tagesordnung erschöpft und der Vorsitzende erklärt die Versammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Findel-Golf, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. HAAS, M. BOESEN, C. WOLFF, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 2 novembre 2012. Relation: MER/2012/2578. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (gezeichnet): A. MULLER.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT.

Mersch, den 7. November 2012.

Référence de publication: 2012145132/522.

(120191334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Gerona Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.387.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 26 octobre 2012 que:

- La démission de Monsieur William L. Schultze de ses fonctions de gérant de Catégorie A, a été acceptée avec effet au 17 octobre 2012.

- Monsieur Jean-Christophe Gladek, né le 10 avril 1982 à Mont Saint Martin, avec adresse professionnelle au 44 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommé gérant de Catégorie A en remplacement de Monsieur Schulze démissionnaire avec effet au 17 octobre 2012, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012145092/19.

(120190944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No. 6) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 353.750,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 113.662.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145095/10.

(120191469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Great Pacific Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 101.001.010,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 99.675.

—
1. Suite à l'assemblée générale annuelle tenue en date du 18 mai 2012 de la Société, les décisions suivantes ont été prises:

- Le mandat des gérants suivants est renouvelé à compter du 18 mai 2012 pour une durée indéterminée:

Monsieur Marcus Jacobus Dijkerman, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, en qualité de gérant B de la Société.

Monsieur Donald Crawford Joyce, avec adresse professionnelle au 1, c/o ScottishPower Ltd, Atlantic Quay, GB – G2 8SP Glasgow, Royaume-Uni, en qualité de gérant A de la Société.

Monsieur Rodney Calvin Bergen, avec adresse professionnelle au 1800-1, West Cordova Street, CDN – BC V6C 1C Vancouver, Canada, en qualité de gérant A de la Société.

2. Suite à la réunion du conseil de gérance tenue en date du 11 septembre 2012 de la Société, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant A suivant en date du 11 septembre 2012:

Monsieur Rodney Calvin Bergen, avec adresse professionnelle au 1800-1, West Cordova Street, CDN – BC V6C 1C Vancouver

- Nomination du nouveau gérant suivant à compter du 11 septembre 2012 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013:

Monsieur Ryan Barrington-Foote, né le 1 avril 1979 à New Westminster, Canada, avec adresse professionnelle au 1067, West Cordova Street, CDN – BC V6C 1C Vancouver, en qualité de gérant A de la Société.

3. Suite aux résolutions de l'associé unique en date du 6 novembre 2012 de la Société, la décision suivante a été prise:

- La durée du mandat des gérants suivants a été modifiée comme suit:

Monsieur Donald Crawford Joyce, gérant A, est nommé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Monsieur Emmanuel Réveillaud, gérant A, est nommé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Monsieur Marcus Jacobus Dijkerman, gérant B, est nommé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, gérant B, est nommé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2013.

Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, gérant B, est nommé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- Monsieur Donald Crawford Joyce, gérant A;
- Monsieur Emmanuel Réveillaud, gérant A;
- Monsieur Ryan Barrington-Foote, gérant A;
- Monsieur Marcus Jacobus Dijkerman, gérant B;
- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, gérant B;
- Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, gérant B.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Patrick Leonardus Cornelis van Denzen
Gérant B

Référence de publication: 2012145102/46.

(120191343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No.2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 224.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 112.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145096/10.

(120191418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hôtels et Sports International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 171.085.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur François Georges SALOMON, résidant au 320 Chemin vers Rives, F-74320 Sévrier. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Luxembourg, le 27 septembre 2012.

S. BOUREKBA / P-S. GUILLET
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012145134/14.

(120191454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No.3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 568.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 112.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145097/10.

(120191429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No.4) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.864.250,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 112.084.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145098/10.

(120191439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No.5) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.413.250,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 113.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145099/10.

(120191442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

**Normills S.A., Société Anonyme,
(anc. Ipbox S.A.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 163.167.

In the year two thousand and twelve, on the fifteenth of October;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "IPBOX S.A.", a public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 163167, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on August 23, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2598 of October 26, 2011.

The Meeting is presided by Mrs. Nathalie FREITAS, employee, residing professionally in L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

The Chairman appoints as secretary and the Meeting elects as scrutineer Mrs. Sylvie MAIEZZA, employee, residing professionally in L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

140417

Agenda:

1. Change of the Company's name into "NORMILLS S.A." and subsequent amendment of article 1 of the articles of association;

2. Amendment of the first paragraph of the corporate purpose (article 3) as follows:

"The purpose of the Company is:

- the property development, the acquisition and the sale of real estate and any rights in immovable property, as well as the administration or the management of real estate property; and

- the property and event management."

3. Transfer of the registered office from Strassen to L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, and subsequent amendment of the first sentence of article 4 of the articles of association;

4. Resignation of Mr. Nicolas VAN BEEK as sole director of the Company, with discharge;

5. Appointment of Mr. Nicolas MONEUSE as new sole director and fixing of the duration of his mandate;

6. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to change the Company's name from "IPBOX S.A." into "NORMILLS S.A." and to subsequently amend article 1 of the articles of association, in order to give it the following wording:

" **Art. 1.** There exists a public limited company ("société anonyme") under the name of "NORMILLS S.A." (hereinafter the "Company"), governed by the present articles of association as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies."

Second resolution

The Meeting resolves:

- to amend the first paragraph of the corporate purpose (article 3) and to adopt in consequence for the said paragraph the wording as reproduced under point 2) of the agenda; and

- to transfer the registered office from Strassen to L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, and to subsequently amend the first sentence of article 4 of the bylaws as follows:

" **Art. 4. (first sentence).** The registered office is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)."

Third resolution

The Meeting decides:

- to accept the resignation of Mr. Nicolas VAN BEEK as sole director of the Company and to grant him full and entire discharge for the execution of his mandate;

- to appoint Mr. Nicolas MONEUSE, company director, born in Laon (France), on July 30, 1970, residing in L-7257 Helmsange, 11, Millewée, as new sole director, his mandate will expire at the general annual meeting in the year 2018.

No further item being on the agenda of the meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand one hundred Euros.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quinze octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "IPBOX S.A.", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 163167, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, le 23 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2598 du 26 octobre 1011.

L'Assemblée est présidée par Madame Nathalie FREITAS, employée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Sylvie MAIEZZA, employée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination de la Société en "NORMILLS S.A." et modification subséquente de l'article 1 des statuts;

2. Modification du premier alinéa de l'objet social (article 3) comme suit:

"La Société a pour objet:

- la promotion immobilière, l'acquisition et la vente d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles ainsi que la gérance ou la gestion d'immeubles; et

- la gestion de biens et d'événements.

3. Transfert du siège social de Strassen à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, et modification subséquente de la première phrase de l'article 4 des statuts;

4. Démission de Monsieur Nicolas VAN BEEK comme administrateur unique de la Société, avec décharge;

5. Nomination de Monsieur Nicolas MONEUSE comme nouvel administrateur unique et détermination de la durée de son mandat;

6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "IPBOX S.A." en "NORMILLS S.A." et de modifier subséquemment l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de "NORMILLS S.A." (ci-après la "Société"), régie par les présents statuts ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales."

Deuxième résolution

L'Assemblée décide:

- décide de modifier le premier alinéa de l'objet social (article 3) et d'adopter en conséquence pour ledit alinéa la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 2); et
- de transférer le transfert du siège social de Strassen à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, et de modifier subséquemment la première phrase de l'article 4 des statuts comme suit:

“ **Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).”

Troisième résolution

L'Assemblée décide:

- d'accepter la démission de Monsieur Nicolas VAN BEEK comme administrateur unique de la Société et de lui accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat;
- de nommer Monsieur Nicolas MONEUSE, administrateur de société, né à Laon (France), le 30 juillet 1970, demeurant à L-7257 Helmsange, 11, Millewée, comme nouvel administrateur unique, son mandat expirera à l'assemblée générale annuelle de l'année 2018.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. FREITAS, S. MAIEZZA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 octobre 2012. LAC/2012/48854. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 5 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145149/158.

(120190831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

GLL Office Arsenal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 140.615.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145106/9.

(120191294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

GLL Retail Holding Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.799.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145107/9.

(120191291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No.7) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.510.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 113.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145100/10.

(120191479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Grainger Luxembourg Germany (No.8) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 265.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 113.800.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145101/10.

(120191496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

GC Extreme S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 121.969.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012145103/10.

(120190943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Go Fast Sports IP Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 128.942.

Les comptes annuels au 31/12/2010 de Go Fast Sports IP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145110/10.

(120191398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Gold Cut by Nadl S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3861 Schiffange, 150, rue de Noertzange.

R.C.S. Luxembourg B 135.279.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour GOLD CUT BY NADL SARL
FIDUCIAIRE DES PME SA*

Référence de publication: 2012145112/11.

(120190778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

GOETHE STUFF s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 32, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 51.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145111/9.

(120191273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

GSMP 2006 Onshore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 113.776.

Constituée par-devant Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 janvier 2006, acte publié
au Mémorial C no 791.

Rectificatif suite au dépôt en date du 11 mai 2010 sous le numéro L 100065488.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de
Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle Stijger
Gérant

Référence de publication: 2012145116/16.

(120190903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hausman Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9233 Diekirch, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 154.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012145117/10.

(120191035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

IK VII Co-Invest A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 167.454.

Il résulte du transfert de parts sociales du 24 octobre 2012 que:

l'associé INDUSTRI KAPITAL INTERNATIONAL LIMITED

a décidé de transférer avec effet au 24 octobre 2012:

1. 218.000 parts sociales

à Madame DIKI THONDUP, domiciliée à F-75016 Paris (France), 4 rue Mirabeau, née le 8 août 1985 à Delhi (Inde)

2. 1.277.128 parts sociales

à Monsieur ARNAUD BOSCH, domicilié à F-75004 Paris (France), 16 rue du Plâtre, né le 31 juillet 1982 à Chartres
(France)

3. 1.689.495 parts sociales

à Monsieur BENOÎT LEBLANC, domicilié à F-75008 Paris (France), 71 rue de Rome, né le 21 juin 1979 à Clermont-
Ferrand (France)

4. 566.799 parts sociales

à Monsieur DAN SOUDRY, domicilié à F-75017 Paris (France), 4 boulevard de Courcelles, né le 10 août 1970 à Rabat
(Maroc)

5. 731.868 parts sociales

à Monsieur RÉMI BUTTIAUX, domicilié à F-75116 Paris (France), 36 avenue Georges Mandel né le 9 avril 1975 à Boulogne-Billancourt (France)

6. 1.277.128 parts sociales

à Monsieur CHRISTOFFER ZILLIACUS, domicilié à S-113 58 Stockholm (Suède), 33 Döbelnsgatan, né le 23 avril 1981 à Esbo (Finlande)

7. 1.277.128 parts sociales

à Monsieur ERIK INGEMARSSON, domicilié à S-112 22 Stockholm (Suède), 8 Pontonjärgatan, né le 21 février 1981 à Lund (Suède)

8. 1.689.495 parts sociales

à Monsieur MATTS ROSENBERG, domicilié à S-112 20 Stockholm (Suède), 5 Kungsholms Hamnplan, né le 24 février 1977 à Esbo (Finlande)

9. 731.868 parts sociales

à Monsieur KRISTIAN KEMPPINEN, domicilié à S-114 42 Stockholm (Suède), 2 Östermalmstorg, né le 29 juin 1974 à Helsinki (Finlande)

10. 741.198 parts sociales

à COMPELLIS AB, une "aktiebolag", ayant son siège social à S-724 60 Västerås (Suède), 11 Eriksgatan, inscrite au Registre de Commerce Suédois sous le numéro 556849-5450

11. 610.398 parts sociales

à Madame HELENA STJERNHOLM, domiciliée à S-167 66 Bromma (Suède), 32 Orrspelsvägen, née le 26 juillet 1970 à Kristinehamn (Suède)

12. 1.689.495 parts sociales

à Monsieur ERIK LUNDÉN NOBEL, domicilié à S-167 65 Bromma (Suède), 99 Älstensgatan, né le 26 mai 1979 à Stora Lundby (Suède)

Luxembourg, le 6 novembre 2012.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012145136/49.

(120191137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hifi International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3254 Bettembourg, 1, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 13.377.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'administration de la Société en date du 31 octobre 2012

Le Conseil d'administration de la Société a décidé de nommer FIDUSCA, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social au 19, Vesaliuslaan, 1780 Wemmel, Belgique et enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0466.379.166, avec comme représentant permanent Monsieur Marc Poulet, né le 31 janvier 1947 à Ganshoren, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 19, Vesaliuslaan, 1780 Wemmel, Belgique, en tant que Président du Conseil d'administration avec effet immédiat et pour un mandat qui prendra fin à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le Conseil d'administration a également décidé de nommer les personnes suivantes en tant que délégués à la gestion journalière de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- BVBA I-ADVICE, une société à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social au 18, Louwijn, 1730 Asse, Belgique et enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 400.599.904, avec comme représentant permanent Monsieur Joseph Van Belle, né le 24 décembre 1951 à Leuven, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 18, Louwijn, 1730 Asse, Belgique; et

- Pubinvest N.V., une société anonyme de droit belge, ayant son siège social au 62, Van Gysellaan, 1780 Wemmel, Belgique et enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0466.379.661, avec comme représentant permanent Monsieur Pascal Poulet, né le 21 février 1969 à Ixelles, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 62, Van Gysellaan, 1780 Wemmel, Belgique.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HIFI INTERNATIONAL S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012145131/28.

(120191165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield Brindley 100 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.953.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145118/10.

(120191111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield Brindley 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.939.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145119/10.

(120191116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Luxe Capital Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 172.505.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth day of July.

Before the undersigned, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Mr Dirk PÔSCHL, professionally residing in 6, Avenue Guillaume, L-1650,) Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

duly represented by Dr Pierre Alexandre DELAGARDELLE, professionally residing in 3, rue Thomas Edison, L-1445 Grand Duché de Luxembourg, by virtue of a proxy dated 04 July 2012,

which initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

2) Vector S.A., having its registered office at 6, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "R.C.S.") under number B 21.417, incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg,

duly represented by Dr Pierre Alexandre DELAGARDELLE, professionally residing in 3, rue Thomas Edison, L-1445 Grand Duchy de Luxembourg, by virtue of a proxy dated 05 June 2012,

which initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

Such appearing parties have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée) or (S.à r.l.), which they declare to organize among themselves:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form and Denomination.

1.1 There is formed, between the appearing parties, or any successor thereof, a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Luxe Capital Management S.à r.l." (the "Company") which will be governed by the Luxembourg laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law of 1915"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles" or the "Articles of Incorporation").

Art. 2. Object.

2.1 The Company's corporate object is to act as general partner (associé gérant commandite) of "Luxe Capital S.C.A." (the "S.C.A."), a Luxembourg company in form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions (S.C.A) governed by Luxembourg laws and in particular, by the Law of 1915.

2.2 The Company may also take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

2.3 The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the S.C.A.

2.4 The Company performs all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg.

3.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

3.3 However, the Board of Managers of the Company is authorized to transfer the registered office of the Company within the city of Luxembourg.

3.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

3.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Chapter II. Capital - Shares

Art. 5. Corporate Capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) represented by hundred twenty-five (125) shares. Each share has a nominal value of hundred Euros (EUR 100,-) all subscribed and fully paid-up.

Art. 6. Modification of capital.

6.1 The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the general meeting of shareholders deliberating in accordance with the requirements for amendment to the present Articles (in case of plurality of shareholders), in accordance with article 16 of the present Articles.

Art. 7. Shares rights.

7.1 All shares will have equal rights.

Art. 8. Shares.

8.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

8.2 Towards the Company, its shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares.

9.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

9.2 In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law of 1915.

9.3 In addition, each shareholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any share without the prior written consent of the Board of Managers.

Chapter III. Management

Art. 10. Management.

10.1 The Company shall be managed by a Board of Managers composed of at least two members.

10.2 Managers need not to be shareholders of the Company.

10.3 The members of the Board are divided in two categories, respectively denominated "Category A Manager(s)" and "Category B Manager(s)".

10.4 The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

Art. 11. Powers of the Board of Managers.

11.1 In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of these Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

11.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 12. Signatory authority.

12.1 Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers comprising at least the signature of one Category A Manager and one Category B Manager or by the signature of any person to whom such power may be delegated by the Board of Managers.

Art. 13. Delegation of powers.

13.1 The Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Shareholders, who shall have the powers determined by the Company and who may, if the Company so authorizes, sub-delegate their powers.

13.2 The Company may, among others, appoint special committees, such as an investment committee and/or an advisory committee and may appoint any other special committee as fully described, if applicable, in the Placement Memorandum, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee for the Management of the S.C.A..

Art. 14. The Board of Managers.

14.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

14.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

14.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

14.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

14.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and at least one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

14.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

14.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Chapter IV. General meeting of shareholders.

Art. 15. Power of shareholders.

15.1 Each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

15.2 In case of one shareholder owning all the shares, it assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and its decisions are recorded in writing.

Art. 16. General meeting of shareholders.

16.1 Shareholders meetings may always be convened by any Manager, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

16.2 The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five. In such a case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

16.3 Should the Company have more than twenty-five shareholders, at least one annual general meeting must be held each year.

16.4 Whatever the number of shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

16.5 Collective decisions of shareholders are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the corporate capital vote in favor. If that threshold is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

16.6 However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with the Law of 1915.

16.7 Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapter V. Financial year - Balance sheet - Distribution of profits

Art. 17. Financial Year.

17.1 The Company's financial year starts on the first (1st) January of each year and ends on the thirty first (31st) of December of each year.

Art. 18. Balance sheet.

18.1 At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

18.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Distribution of profits.

19.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

19.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Law of 1915 and by the Articles, the Board of Managers shall propose that funds available be distributed.

19.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the shareholders.

19.4 The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of shareholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by the Law of 1915 and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

Chapter VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution.

20.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders.

Art. 21. Liquidation.

21.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the shareholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

21.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the general meeting of the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable law

Art. 22. Applicable law.

22.1 Reference is made to the provisions of the Law of 1915 for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the thirty first (31) of December 2012.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed for the shares in the Company as follows:

- i. Mr Dirk POSCHL, above-named, subscribes for twenty-five (25) shares, resulting in a total payment of two thousand five hundred Euro (EUR 2.500.-).
- ii. Vector S.A., above-named, subscribes for one hundred (100) shares, resulting in a total payment of ten thousand Euro (EUR 10.000.-).

All these shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company, evidence of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named parties, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The above-named parties resolved to create two Categories of Managers: Category A Managers and Category B Manager.

2) The number of Managers is currently fixed at 3(three).

3) The following persons are appointed Managers for an initial period until 30 June 2014:

- as Category A Manager of the Company:

i. Mr. Dirk PÔSCHL, professionally residing in 6, Avenue Guillaume, L-1650, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- as Category B Managers of the Company:

ii. Mr Emile Wirtz, professionally residing in 6, Avenue Guillaume, L-1650, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

iii. Mr Jörn CLOPPENBURG, professionally residing in Hebbelstrasse 4, 40237 Dusseldorf, Germany.

In accordance with article 12 of the Articles, the Company shall be validly bound towards third parties, by the joint signature of any two Managers comprising at least the signature of one Category A Manager and one Category B Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers

4) The registered office of the Company is set at 6, Avenue Guillaume, L-1650, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Dirk PÖSCHL, résidant professionnellement au 6, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

représenté par Dr Pierre Alexandre DELAGARDELLE, résidant professionnellement au 3, rue Thomas Edison; L-1445 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 4 juillet 2012.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

2) Vector S.A., constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés («R.C.S.») sous le numéro B 21.417;

représenté par Dr Pierre Alexandre DELAGARDELLE, résidant professionnellement au 3, rue Thomas Edison; L-1445 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 5 juin 2012.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée.

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme et Nom.

1.1 Il est formé par les parties comparantes, ou tout successeur de celles-ci, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Luxe Capital Management S.à r.l." (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Objet social.

2.1 La Société peut, en particulier, agir en qualité d'Associé Gérant Commandité de «Luxe Capital S.C.A.» («S.C.A.»), une société en commandite par actions, qui sera régie par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg, en particulier, la Loi..

2.2 L'objet social de la Société est de prendre des participations, de quelque sorte que ce soit, dans des sociétés commerciales, industrielles, financières ou autre, au Luxembourg ou à l'étranger; d'acquérir des valeurs et des droits au moyen de participation, contribution, souscription, prise ferme ou option, négociation, ou de tout autre manière, dont entre autre l'acquisition, l'exploitation et le développement de brevets et licences; d'accorder aux entreprises dans lesquelles la Société à un intérêt toute assistance, prêts, avances ou garanties, et enfin d'accomplir toute opération directement ou indirectement liées à son objet.

2.3 La Société accomplira toutes les activités liées à son statut d'associé-gérant commandité de la S.C.A.

2.4 La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec toutes les matières décrites ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

3.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3 Toutefois, le Conseil de Gérance est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

3.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une Société luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

3.5 La Société peut avoir des bureaux et succursales à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt-cinq actions (125) actions. Chaque action a une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-), toutes souscrites et entièrement libérées.

Art. 6. Modification du capital.

6.1 Le capital peut être modifié à tout moment par décision de l'actionnaire unique (lorsqu'il n'y a qu'un seul actionnaire) ou par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant de la manière prévue pour modifier les Statuts (en cas de pluralité des actionnaires), conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 7. Droit de Vote.

7.1 Toutes les actions donnent droit à des droits égaux.

Art. 7. Actions.

8.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

8.2 Envers la Société, les actions de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 8. Cession d'actions.

9.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul actionnaire, les actions de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

9.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs actionnaires, les actions détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

9.3 De plus, chaque actionnaire s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les actions qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

Chapitre III. Gérance

Art. 9. Conseil de Gérance.

10.1 La société est gérée par un Conseil de Gérance composé de deux (2) membres au moins.

10.2 Les membres du Conseil de Gérance ne sont pas obligatoirement actionnaires.

10.3 Les membres du Conseil sont répartis en deux Catégories, nommés respectivement «Gérant de catégorie A» et «Gérant de catégorie B».

10.4 Les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Chaque Gérant peut être révoqué avec ou sans motif par une résolution des actionnaires détenant la majorité des voix.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

11.1 Dans les rapports avec les tiers et sans préjudice des articles 10 et 12 de ces Statuts, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition et toutes opérations conformes à l'objet social de la Société.

11.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation de la Société.

12.1 Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation de pouvoir.

13.1 La Société pourra déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière et les affaires de la Société (y compris le droit d'agir comme signataire autorisé de la Société) et ses pouvoirs pour accomplir les actes en relation avec l'objet social à une ou plusieurs personnes physiques ou morales, qui ne doivent pas être actionnaires, et qui auront les pouvoirs déterminés par la Société, et qui, sous réserve de l'autorisation de la Société, pourront subdéléguer leurs pouvoirs.

13.2 La Société peut, entre autres, nommer des comités spéciaux, tel un comité d'investissement et/ou un comité consultatif et peut nommer tout autre comité spécial, tel que décrit, le cas échéant, dans le Placement Memorandum, pour la conduite de certaines tâches et fonctions expressément délégués à tel comité pour la gestion de la S.C.A.

Art. 13. Conseil de Gérance.

14.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

14.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

14.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

14.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

14.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, ou en toutes circonstances par le gérant A seul. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

14.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

14.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Chapitre IV. Assemblée Générale des Actionnaires

Art. 14. Pouvoir des actionnaires.

15.1 Tout actionnaire peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il détient. Chaque actionnaire a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

15.2 En cas d'actionnaire unique, celui-ci exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des actionnaires et ses décisions sont établies par écrit.

Art. 15. Assemblées Générales des Actionnaires.

16.1 Des assemblées d'actionnaires pourront toujours être convoquées par tout Gérant, à défaut par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital de la Société.

16.2 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des actionnaires n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque actionnaire recevra le texte des résolutions ou décisions à adopter et émettra son vote par écrit.

16.3 Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq actionnaires, il devra être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale.

16.4 Quelque soit le nombre d'actionnaires, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des actionnaires qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Conseil de Gérance.

16.5 Les décisions collectives des actionnaires ne sont valablement prises que pour autant que les actionnaires détenant plus de la moitié du capital social votent en leurs faveur. Si ce seuil n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les actionnaires sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

16.6 Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une majorité d'actionnaires détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément à la Loi.

16.7 Par ailleurs, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime de tous les actionnaires et conformément à toute autre condition légale.

Chapitre V. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 16. Année Sociale.

17.1 L'année sociale de la Société commence le premier (1^{er}) Janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

Art. 17. Bilan.

18.1 A la fin de chaque année sociale, les comptes de la Société sont établis et le Conseil de Gérance prépare un inventaire comportant une indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société.

18.2 Chaque actionnaire peut consulter cet inventaire et le bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Répartition des Bénéfices.

19.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net. Un montant équivalent à cinq pourcent (5%) du bénéfice net de la Société sera alloué à la réserve légale jusqu'à ce que ce montant de la réserve légale atteigne dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

19.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la Loi que des statuts, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

19.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des actionnaires.

19.4 Le Conseil de Gérance peut cependant décider de distribuer des dividendes intérimaires. Dans un tel cas, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera les dividendes intérimaires et décidera, sur proposition du Conseil de Gérance et dans les limites fixées par la Loi et les Statuts, de distribuer ce qui n'a pas encore été payé comme dividendes intérimaires ou autrement.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution.

20.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de l'un des actionnaires.

Art. 20. Liquidation.

21.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est approuvée par la majorité des actionnaires représentant les trois quarts du capital social de la Société.

21.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 21. Loi applicable.

22.1 Il est fait référence aux prescriptions de la Loi pour toutes les matières qui ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre (31) 2012.

Souscription - Paiement

Les Statuts ayant été établis, les parties mentionnées ci-dessus ont souscrit les actions de la Société de la manière suivante:

- i. M Dirk PÖSCHL, susmentionné, souscrit à hauteur de vingt-cinq (25) actions, pour un paiement total de deux-mille cinq cents euros (EUR 2.500.-);
- ii. Vector S.A., susmentionnée, souscrit à hauteur de cent (100) actions, pour un paiement total de dix mille (EUR 10.000.-).

Toutes ces actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, frais et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les parties comparantes précitées, représentant la totalité du capital social souscrit et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les parties comparantes précitées ont décidé de créer des catégories de Gérants: les Gérants de catégorie A et les Gérants de catégorie B;

2. Le nombre des Gérants est fixé à trois (3).

3. Les personnes suivantes sont désignées comme Gérants pour une période initiale jusqu'au 30 juin 2014:

- comme gérant de catégorie A de la Société:

i. Monsieur Dirk POSCHL, résidant professionnellement au 6, Avenue Guillaume, L-1650, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- comme gérants de catégorie B de la Société:

ii Monsieur Emile WIRTZ, résidant professionnellement au 6, Avenue Guillaume, L-1650, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

iii Monsieur Jörn CLOPPENBURG, resident professionnellement à Hebbelstrasse 4, 40237 Düsseldorf, Allemagne.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société sera valablement liée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué par le Conseil de Gérance.

4. Le siège social de la Société est fixé au 6, Avenue Guillaume L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que les personnes comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur demande des mêmes personnes comparantes, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. A. Delagardelle et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 juillet 2012. Relation: LAC/2012/34709. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2012145180/462.

(120191021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield Brindley 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145120/10.

(120191115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield Brindley 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145121/10.

(120191114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield Brindley 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145122/10.

(120191113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Lux Pack Holdings, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 172.516.

STATUTS

L'an deux mille douze, le six novembre.

Par-devant Nous, Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

«Alpine Trust and Advisory Services LLC», une société à responsabilité limitée régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 3411 Silverside Road, Suite 104, Rodney Building, Wilmington, DE, 19810, County of Newcastle, Etats-Unis d'Amérique, inscrite auprès du Secretary of State de l'Etat du Delaware sous le numéro de société 5213277,

ici représentée par Maître Faruk Durusu, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte en copie pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (les «Statuts») comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination «Lux Pack Holdings».

Art. 2. Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut financer en accordant des prêts, y compris les fonds à sa disposition provenant d'intérêts sur prêts, et/ou par l'émission de valeurs mobilières, ses filiales, ses entités affiliées et toute autre société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. De manière plus générale, elle peut accorder des prêts à toute personne sous réserve de ne pas exercer d'activité réglementée par la loi du 5 avril 1993 telle que modifiée ou toute autre loi ou règlement applicable. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, nantir ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement aux domaines décrits ci-dessus dans le but de faciliter l'accomplissement de son objet social.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

Les actions de la Société pourront être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des personnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la Société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions propres par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale. De manière tout à fait similaire, la Société pourra mettre en place une réserve disponible servant à recevoir les apports non rémunérés par des titres.

Titre III. - Administration

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels seront répartis en un ou plusieurs administrateurs de classe A et en un ou plusieurs administrateurs de classe B et qui ne seront pas nécessairement des actionnaires de la Société. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un

administrateur ne peut excéder six ans et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique, ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 7. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé. Le premier président sera nommé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la Société.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La Société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B, ou dans le cas où il y aurait un seul administrateur par la signature de ce dernier, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement.

Le(s) premier(s) administrateur(s)-délégué(s), pourra (pourront) être nommé(s) par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la Société.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente tous les actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en oeuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la Société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

L'assemblée générale annuelle se réunit à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier lundi du mois de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Lorsque la Société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La Société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence le jour de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, la partie comparante, dûment représentée par son mandataire, déclare souscrire toutes les trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune.

Toutes les trente-et-une mille (31.000) actions ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de trente-et-un-mille Euros (EUR 31.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille Euros (1.000 EUR).

Décisions de l'actionnaire unique

La partie comparante pré-qualifiée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).

2. La personne suivante est nommée comme administrateur unique:

- Monsieur Di Giacomo Salvatore, entrepreneur né le 16 juillet 1978 à La Louvière, Belgique, demeurant au 19, Chemin de Spiennes, 7022 Harvengt, Belgique.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire:

- Monsieur Kamal Jafarov, employé privé, demeurant professionnellement au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Le mandat de l'administrateur et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société devant être tenue en 2016.

5. Le siège social de la Société est établi au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. DURUSU, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 07 novembre 2012. Relation: MER/2012/2610. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 7 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145178/198.

(120191309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hydro Aluminium Clervaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 16, Op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 100.671.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 31 mai 2012

Il a été décidé, entre autres,

- de renouveler pour un nouveau terme d'un an, le mandat des administrateurs et du réviseur d'entreprises.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012, soit:

* Monsieur Per Erik AUSTAD, Financial Manager, demeurant 53, Basaltveien, N-1359 Eiksmarka, administrateur;

* Monsieur Xavier DUTAILLY, demeurant 1, Place de l'Eglise, B-4820 Hannut, administrateur-délégué et Président du Conseil d'Administration;

* Monsieur Harald ODEGAARD, Sales et Marketing Manager, demeurant 22, Ullernkammen, N-0380 Oslo, administrateur;

* KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social à L-2520 LUXEMBOURG, Allée Scheffer, 9, réviseur d'entreprises.

- de nommer

Monsieur Roland SCHARF-BERGMANN, né le 4 mai 1962 à Dortmund (D), demeurant 11, Dechant-Kann Strasse, D-41516 Grevenbroich, administrateur.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 18 octobre 2012.

Pour HYDRO ALUMINIUM CLERVAUX S.A.

Société Anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2012145133/26.

(120191423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield Brindley 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145123/10.

(120191112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Hines - Moorfield UK Venture I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 153.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elin Egilson.

Référence de publication: 2012145124/10.

(120191110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

OC Media Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 172.521.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of October.

Before Us Me Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned;

Appeared:

Mr Omar CHERIF-MACHICHI, business man, of French nationality, born on September 2nd, 1979, in Casablanca, Morocco, residing at 3, avenue Matignon, F-75008 Paris,

here represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") to establish as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "OC Media Investments S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 4. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. The corporate capital is set at twenty thousand Euro (20,000.- EUR) represented by twenty thousand (20,000) share-quotas of one Euro (1.- EUR) each.

When and as long as all the share-quotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended Law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own share-quotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 6. The share-quotas are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per share-quota.

If a share-quota is owned by several persons, the Company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the share-quota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the share-quotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 7. The transfer of share-quotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of share-quotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the share-quotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a pre-emption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised pre-emption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the pre-emption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 8. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the Company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 9. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the Company. In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 10. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Art. 11. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the Company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the Company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any Manager A together with any Manager B.

Art. 12. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 13. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the Articles can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,

- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 14. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 16. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five per cent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 18. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the share-quotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 19. With respect to all matters not provided for by these Articles, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 20. Any litigation which will occur during the liquidation of the

Company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2013.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, the twenty thousand (20,000) share-quotas have been subscribed by the sole shareholder Mr Omar CHERIF-MACHICHI, represented as stated above, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of twenty thousand Euro (20,000.- EUR) for the corporate capital is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) The registered office is established at L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

2) The following person is appointed as A Manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Omar CHERIF-MACHICHI, born on September 2nd, 1979, in Casablanca, Morocco, residing at 3, avenue Matignon, F 75008 Paris.

3) The following person is appointed as B Manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Claude CRAUSER, born in Luxembourg, on 22 April 1981, residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately 1,300.- Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le trente et un octobre.

Par-devant Nous M^e Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Omar CHERIF-MACHICHI, homme d'affaires, de nationalité française, né le 2 septembre 1979 à Casablanca, Maroc, demeurant à 3, avenue Matignon, F-75008 Paris;

ici dûment représentée par Monsieur Serge BERNARD, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrument, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de OC Media Investments S.à r.l., (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à vingt mille euros (20.000,- EUR), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales de un euro (1,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 7. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 8. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 10. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un Gérant A et d'un Gérant B.

Art. 12. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 14. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 20. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les vingt mille (20.000) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Mr Omar CHERIF-MACHICHI, représenté comme indiqué ci-dessus, et libérées entièrement moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de vingt mille euros (20.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Résolutions prises par l'associée unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

- 1) Le siège social est établi à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
- 2) La personne suivante est nommée comme Gérant A de la Société pour une durée indéfinie:
- Mr Omar CHERIF-MACHICHI, né le 2 septembre 1979 à Casablanca, Maroc, demeurant à 3, avenue Matignon, F 75008 Paris.
- 3) La personne suivante est nommée comme Gérant B de la Société pour une durée indéfinie:
- Monsieur Claude CRAUSER, né à Luxembourg, le 22 avril 1981, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de 1.300,- euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 07 novembre 2012. Relation: RED/2012/1467. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 07 novembre 2012.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2012145246/306.

(120191473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Holding Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 148.200.

—
EXTRAIT

Le siège social de la société Holding Luxco 1 S.à r.l. a été transféré au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 06 Novembre 2012.

Référence de publication: 2012145125/13.

(120190800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Holding Luxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 152.303.

—
EXTRAIT

Le siège de la Société a été transféré au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012.
Madame Cindy Teixeira, gérante de classe A de la Société a changé son adresse professionnelle et reside désormais au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 06 Novembre 2012.

Référence de publication: 2012145127/14.

(120190900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Holding Luxco 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 152.298.

—
EXTRAIT

Le siège de la Société a été transféré au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012.
Madame Cindy Teixeira, gérante de classe A de la Société a changé son adresse professionnelle et réside désormais au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 06 Novembre 2012.

Référence de publication: 2012145128/14.

(120190899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

M&G Real Estate Finance 1 Co, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 270.378,04.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 150.184.

—
In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of October.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of M&G Real Estate Finance 1 Co, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B-150.184; incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, on 8 December 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°170 of 27 January 2010 (hereafter the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended

for the last time by a deed of the undersigned notary on 27 September 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting appointed Ms. Sinead Browne, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, as Chairman.

Mr Robert Burke, Lawyer, professionally residing in Luxembourg was appointed as Secretary and Scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the shareholders represented and the number of the shares held by each of them is shown on an attendance list signed by the members of the board of the meeting and the undersigned notary.

The proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting appearing and the undersigned notary will be annexed to the present deed to be filed together with the registration authorities.

II. It appears from the said attendance list that all the shares in issue were represented at the present meeting.

III. All shareholders represented declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

IV. The present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. To reduce the corporate capital of the Company by an amount of eleven thousand, five hundred and eighty-five euro and thirty-six cents (EUR 11,585.36) so as to reduce it from its current amount of two hundred and eighty-one thousand, nine hundred and sixty-three euro and thirty-nine cents (EUR 281,963.39) represented by two hundred and eighty-one million, nine hundred and sixty-three thousand, three hundred and ninety-one (281,963,391) shares with a par value of one thousandth euro (EUR 0.001) each to an amount of two hundred and seventy thousand, three hundred and seventy-eight euro and four cents (EUR 270,378.04) by the cancellation of eleven million, five hundred and eighty-five thousand, three hundred and fifty-five (11,585,355) shares of the Company with a nominal value of one thousandth euro (EUR 0.001) each held by the Company itself.

2. Reduction of the Company's share premium account by an amount of eleven million, five hundred and seventy-three thousand, seven hundred and sixty-nine euro and sixty-five cents (EUR 11,573,769.65) so as to reduce it from its current amount of two hundred and sixty-nine million, one hundred and ninety-three thousand, nine hundred and twenty-seven euro and eighty-two cents (EUR 269,193,927.82) to an amount of two hundred and fifty-seven million, six hundred and twenty thousand, one hundred and fifty-eight euro and seventeen cents (EUR 257,620,158.17).

3. To allot the total amount arising from items 1) and 2) of this agenda to the reimbursement of the Sole Shareholder.

4. Subsequent amendment of Article 5.1 of the articles of association of the Company so as to reflect the above decrease of the share capital of the Company.

5. To authorise Ms. Sinead Browne with full power of substitution, to record the capital reduction in the share register of the Company.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolutions by unanimous decision:

First resolution

6. The meeting resolves to reduce the corporate capital of the Company by an amount of eleven thousand, five hundred and eighty-five euro and thirty-six cents (EUR 11,585.36) so as to reduce it from its current amount of two hundred and eighty-one thousand, nine hundred and sixty-three euro and thirty-nine cents (EUR 281,963.39) represented by two hundred and eighty-one million, nine hundred and sixty-three thousand, three hundred and ninety-one (281,963,391) shares with a par value of one thousandth euro (EUR 0.001) each to an amount of two hundred and seventy thousand, three hundred and seventy-eight euro and four cents (EUR 270,378.04) by the cancellation of eleven million, five hundred and eighty-five thousand, three hundred and fifty-five (11,585,355) shares of the Company with a nominal value of one thousandth euro (EUR 0.001) each held by the Company itself.

Second resolution

The meeting resolves to reduce the Company's share premium account by an amount of eleven million, five hundred and seventy-three thousand, seven hundred and sixty-nine euro and sixty-five cents (EUR 11,573,769.65) so as to reduce it from its current amount of two hundred and sixty-nine million, one hundred and ninety-three thousand, nine hundred and twenty-seven euro and eighty-two cents (EUR 269,193,927.82) to an amount of two hundred and fifty-seven million, six hundred and twenty thousand, one hundred and fifty-eight euros and seventeen cents (EUR 257,620,158.17).

Third resolution

The meeting resolves to allocate the amount of eleven million, five hundred and eighty-five thousand, three hundred and fifty-five euro (EUR 11,585,355.-) arising from the reductions of both the share capital and the share premium of the Company to the reimbursement of the Sole Shareholder.

Fourth resolution

As a consequence of the resolutions adopted here above, the meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company which now shall read as follows:

"The Company's share capital is set at two hundred and seventy thousand, three hundred and seventy-eight euro and four cents (EUR 270,378.04) represented by two hundred and seventy million, three hundred and seventy-eight thousand and thirty-six (270,378,036) shares with a nominal value of one thousandth euro (EUR 0.001) each."

The rest of article 5 and the articles of incorporation of the Company remain unchanged.

Fifth resolution

The meeting resolves to authorise Ms. Sinead Browne with full power of substitution, to record the capital reduction in the share register of the Company.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall borne by the Company as a result of its decrease of share capital are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

There being no further business on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading these minutes to the members of the board of the meeting appearing, known to the undersigned notary by surnames, first names, civil statuses and residences, such persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le trente et unième jour d'octobre.

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale des associés de M&G Real Estate Finance 1 Co, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.184, constituée suivant un acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°170 du 27 janvier 2010 (ci après la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte du notaire instrumentant en date du 27 septembre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée a désigné Madame Sinead Browne, Juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme président.

Monsieur Robert Burke, Juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg a été nommé secrétaire et scrutateur.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter:

I. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné.

Les procurations signées ne varietur par les membres de bureau comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent document pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence que toutes les parts sociales étaient représentées à la présente assemblée générale.

III. Tous les associés représentés ont déclaré avoir été préalablement suffisamment informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale et ont renoncé à leurs droits à un avis de convocation y relatif, de sorte que l'assemblée générale peut se prononcer valablement sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

IV. La présente assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour fixé ci-dessous:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de onze mille cinq cent quatre-vingt-cinq euros et trente-six cents (EUR 11.585,36) afin de le porter de son montant actuel de deux cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante-trois euros et trente-neuf cents (EUR 281.963,39) représenté par deux cent quatre-vingt-un million neuf cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-onze (281.963.391) parts sociales d'une valeur nominale de un millième d'euro (EUR 0,001) chacune à deux cent soixante-dix mille trois cent soixante-dix-huit euros et quatre cents (EUR 270.378,04), moyennant annulation de onze millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille trois cent cinquante-cinq (11.585.355) parts sociales d'une valeur nominale d'un millième d'euro (EUR 0,001) chacune détenues par la Société elle-même.

2. Réduction du compte de prime d'émission de la Société d'un montant de onze millions cinq cent soixante-treize mille sept cent soixante-neuf euros et soixante-cinq cents (EUR 11.573.769,65) afin de le porter de son montant actuel

de deux cent soixante-neuf millions cent quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt-sept euros et quatre-vingt-deux cents (EUR 269.193.927,82) à deux cent cinquante-sept millions six cent vingt mille cent cinquante-huit euros et dix-sept cents (EUR 257.620.158,17).

3. Affectation du montant total issu des points 1) et 2) de cet agenda au remboursement à l'associé unique de la Société.

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter la réduction de capital social actée ci-dessus.

5. Pouvoirs à accorder à Madame Sinead Browne agissant individuellement, avec pouvoir de substitution, de procéder à l'enregistrement de la réduction de capital dans le registre des parts sociales de la Société.

Après que les points suivants aient été approuvés par l'assemblée, l'assemblée a décidé d'adopter à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de onze mille cinq cent quatre-vingt-cinq euros et trente-six cents (EUR 11.585,36) afin de le porter de son montant actuel de deux cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante-trois euros et trente-neuf cents (EUR 281.963,39) représenté par deux cent quatre-vingt-un million neuf cent soixante-trois mille trois cent quatre-vingt-onze (281.963.391) parts sociales d'une valeur nominale de un millième d'euro (EUR 0,001) chacune à deux cent soixante-dix mille trois cent soixante-dix-huit euros et quatre cents (EUR 270.378,04), moyennant annulation de onze millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille trois cent cinquante-cinq (11.585.355) parts sociales d'une valeur nominale d'un millième d'euro (EUR 0,001) chacune détenues par la Société elle-même.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le compte de prime d'émission de la Société d'un montant de onze millions cinq cent soixante-treize mille sept cent soixante-neuf euros et soixante-cinq cents (EUR 11.573.769,65) afin de le porter de son montant actuel de deux cent soixante-neuf millions cent quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt-sept euros et quatre-vingt-deux cents (EUR 269.193.927,82) à deux cent cinquante-sept millions six cent vingt mille cent cinquante-huit euros et dix-sept cents (EUR 257.620.158,17).

Troisième résolution

L'assemblée décide d'affecter la somme de onze millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille trois cent cinquante-cinq euros (EUR 11.585.355,-) issue de la réduction du capital social et du compte de prime d'émission de la Société au remboursement à l'Associé Unique de la Société.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions adoptées précédemment, l'assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à la somme de deux cent soixante-dix mille trois cent soixante-dix-huit euros et quatre cents (EUR 270.378,04) représenté par deux cent soixante-dix millions trois cent soixante-dix-huit mille et trente-six (270.378.036) parts sociales d'une valeur nominale de un millième d'euro (EUR 0,001) chacune.»

Le reste de l'article 5 des statuts de la Société demeure inchangé.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de donner tout pouvoir à Madame Sinead Browne, agissant individuellement, avec pouvoir de substitution, de procéder à l'enregistrement de la réduction de capital dans le registre des parts de la Société.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de la réduction de son capital sont évalués environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres de bureau comparants, connus du notaire instrumentant pas noms, prénoms, états et demeures, les prédits membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: S. BROWNE, R. BURKE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 31 octobre 2012. Relation: DIE/2012/12922. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 07 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145200/176.

(120191053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Infinitec Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 159.275.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145141/9.

(120191349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Ingenium Technology SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5544 Remich, 11, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 116.338.

Auszug aus dem Protokoll Der Versammlung vom 10/09/2012

An Stelle von Herrn Volker KLEIN wird Herrn REINERT Matthias, wohnhaft in D-66113 SAARBRUECKEN, Auf den Hütten, 26, zum neuen Verwaltungsratsmitglied ernannt.

Sein Mandat endet bei der Generalversammlung welche im Jahr 2013 stattfinden wird.

Die Mandate von Herrn ZONKER Werner als Verwaltungsratsmitglied und Herrn BÖFFEL Roger als Verwaltungsratsmitglied resp. geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied werden für ein Jahr verlängert und enden bei der Generalversammlung welche im Jahr 2013 stattfindet.

Référence de publication: 2012145142/14.

(120191401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Interieur Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8422 Steinfort, 71, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 164.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145144/9.

(120191168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

International Brands Promotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 43.667.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012145145/9.

(120190981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Normills S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 163.167.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2012.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2012145150/14.

(120190838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

IVS Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.294.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2012.

Référence de publication: 2012145155/10.

(120190750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Jan de Rijk Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1360 Luxembourg, Luxair CargoCenter.

R.C.S. Luxembourg B 43.917.

Extract of the minutes of the Extraordinary General meeting of the Company held on September 11, 2012

It was resolved

- to revoke Mr Dominique ERGO as Technical Director of the Company and to appoint in replacement Mr Frank VAN GEEL, residing at Hemelrijk 9, 2910 Essen, België
for an unlimited period.

For certified true extract

Signature

Attorney

Follows the French translation, suit la traduction française:

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société tenue en date du 11 septembre 2012

Il a été décidé ce qui suit:

- de révoquer Monsieur Dominique ERGO en qualité de Gérant Technique de la société et de nommer en remplacement Monsieur Frank VAN GEEL, demeurant Hemelrijk 9, 2910 Essen, België
pour une durée illimitée.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2012145156/24.

(120191042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Kantec, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 6, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 118.316.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kantec

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012145160/12.

(120191120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.
